

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



Mai 2016 N°412 2€

LE PRINTEMPS DES MÉGAPHONES

Mobilisation contre la loi travail, contre la refonte du statut des intermittents, Nuit Debout dans des dizaines de villes, grève à Mayotte, en Italie, en Palestine...



Ici et maintenant

- L'inflictré, un flic dans nos manifs P 2,3
- Chronique de guerre sociale P 6,7
- Mouvements contraires ; de la lutte en cours P 8,9

Luttes syndicales

- Pôle emploi, machine à broyer P 4,5

Dossier

- La bêtise immonde ; le retour P 10 à 13

International

- Italie,
- Mayotte,
- Palestine,
- États-Unis P 14 à 18

Pêle-mêle

- Chambéry : concert solidaire P 19

Culture

- Biribi, les bagnes coloniaux de l'armée française P 20
- Comment être anarchiste aujourd'hui P 21
- Éclats d'anarchie P 22
- Regarde ta jeunesse P 23

L'inflictré

A Paris, le 9 avril au bord de la manif entre la place de la République et Nation, cette photo de ce flic, tenue banalisée, casqué, masqué, brassard de police et autocollant CNT sur son pantalon. D'autres photos, et une vidéo d'une chaîne de télé russe montrent le même flic de la BAC déguisé en cénétiste procédant à des arrestations musclées. Vieilles méthodes d'infiltration des cortèges, servant à se faire passer pour un manifestant, voire à provoquer des affrontements avant que la flicaille (avec ou sans autocollant) fasse sa besogne, cogne, matraque, plaque au sol, insulte, menotte et embarque en garde à vue.

Une pratique policière qui peut « se révéler attentatoire au droit de manifestation » selon le sociologue Laurent Mucchielli, ajoutant que « l'importance que semble avoir eu cette pratique dans les dernières manifestations illustre la peur qu'a probablement ressenti le pouvoir actuel devant l'ampleur inattendue de la contestation et le soutien qu'elle rencontre dans l'opinion. »

Le CS livre ici un guide pour dévoiler ces inflictrés. ●





papier
peint



grenouille
de bénitier



grenouille



tenue
léopard



couleur
muraille



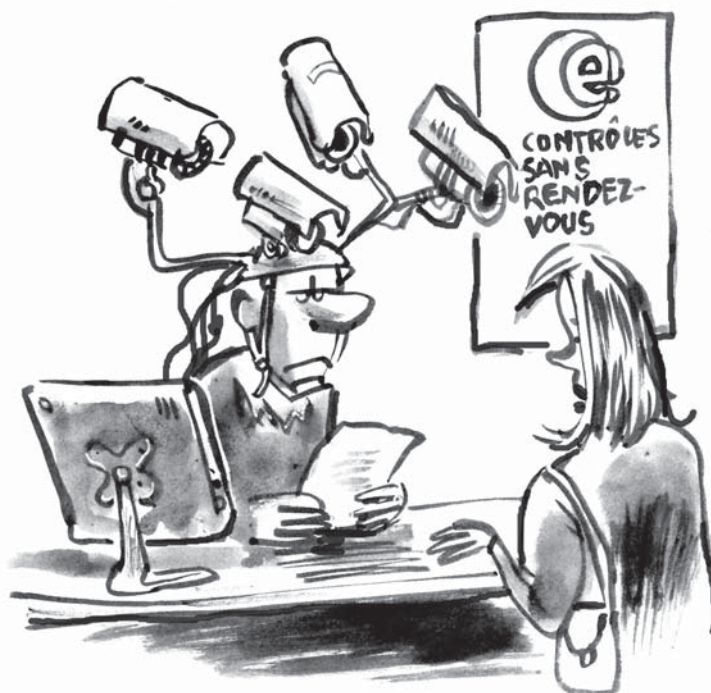
vide
grenier

Les privé.es d'emploi balancé.es au privé

Pôle emploi, retour sur une machine à broyer qui se détruit elle-même.

Créée en 1967, l'ANPE était la réponse de Jacques Chirac au chômage de masse qui s'installait et devait exploser avec le premier choc pétrolier de 1973. Les agents de ce service public étaient alors des fonctionnaires d'État. Malgré l'installation du chômage devenu structurel, les premières attaques contre cette institution se sont amplifiées dans les années 90. Pour le personnel de l'ANPE premier choc avec le passage du statut de fonctionnaire à celui d'agent public sous contrat et régi par le statut 2003 que nous combattons à l'époque. La fusion ANPE/ASSEDIC a apporté le statut privé, auquel près de 90% des collègues ont adhéré, fortement incité.es par les pressions de la hiérarchie et deux primes, équivalentes à un 13ème et 14ème mois mais impliquant l'abandon de la grille de la fonction publique et certaines protections disciplinaires. Malgré une opposition dans le texte de nombreuses organisations syndicales, la lutte ne fut pas à la hauteur des enjeux : à l'automne 2008, Pôle emploi est créé sous l'égide du ministre du travail de l'époque Xavier Bertrand, pourfendeur du service public avec son arme pathétique le plan de « proche emploi » !

De l'accompagnement au contrôle, une gestion des usager.es toujours plus inhumaine et systématisée...



du métier profondément transformées par la fusion et ses plans stratégiques réussis.

■ Fusion, privatisation

De Mitterrand à Hollande via Sarkozy, la volonté de privatiser le service public de l'emploi a été claire. Les balbutiements de la fusion ont vite eut recours à des officines privées pour suivre un certain nombre de demandeurs-euses d'emploi et

démontrer l'inefficacité des agents de Pôle emploi. L'expérience démontrera qu'à un coût très inférieur, les conseillers.ères à l'emploi obtenaient de bien meilleurs résultats. Le projet fut mis en sommeil, jusqu'à aujourd'hui...

■ Salves d'offensives

Les attaques contre le service public de l'emploi sont toujours plus nombreuses, toujours plus destructrices et actuellement, avec le NPDE, Nouveau Parcours du Demandeur d'emploi, les usagers-ères sont repoussés hors de nos agences et confiés avec une persuasion très incitative au secteur privé. La hiérarchie impose aux collègues de confier les plus autonomes (celles et ceux qui n'ont besoin de personne pour chercher un emploi) à des prestataires privés ; en somme, il nous est demandé de détruire nos missions afin de les confier au privé : le chômage est une activité très lucrative !

■ La vie en portefeuille

Jusqu'à l'arrivée du SMP, Suivi Mensuel Personnalisé, les bénéficiaires venaient en agences jusqu'à la fin de siècle dernier, pour déclarer leur situation mensuelle, puis quand ils-elles en avaient besoin. Le SMP a regroupé en « portefeuilles » les demandeurs.es d'emploi, attribués à un.e conseiller.ère attribué.e. Pour un suivi de qualité et une connaissance des chômeuses et des chômeurs qu'on nous confiait, ces portefeuilles ne devaient pas excéder 60 personnes... Dès le départ, nous avions entre 150 et 400 personnes à suivre. C'était présenté comme un service personnalisé pour les personnes suivies. En fait, nous devons convoquer nos bénéficiaires tous les mois, contrôler les démarches de recherche d'emploi et proposer prestations et accompagnements. Ce qui aurait pu être une méthode d'accompagnement moins impersonnelle laissait déjà présager des changements profonds de nos missions et de notre appréhension



Comble du mépris, le message asséné dans notre nouvelle organisation : faire plus pour ceux qui en ont le plus besoin ! Pour cet objectif, les outils du numérique deviennent incontournables pour la recherche d'emploi. Tant pis pour les personnes ayant des difficultés de lecture, d'écriture, ne maîtrisant pas l'outil informatique ou ne pouvant se procurer un ordinateur et nos agences sont fermées l'après-midi.

■ Contrôle contrôlé

Cerise sur le gâteau en ce début d'année 2016, chaque région a mis en place des cohortes de contrôleurs et contrôleuses pour vérifier que les inscrites à Pôle emploi effectuent suffisamment d'actes de recherches d'emploi... Et si tel n'est pas le cas, ils et elles seront les seuls à décider de la radiation de ces malchanceux.

euses tombées au contrôle !

En parallèle à cette destruction planifiée de Pôle emploi, la convention Unedic est, de négociations en négociations, attaquée par les gouvernements, le Medef et les syndicats d'accompagnement prêts à signer la loi de destruction du code du travail.

Réinstaurer la dégressivité des droits, raccourcir la période d'indemnisation, réduire ou supprimer le statut d'intermittent : l'offensive ultralibérale des « partenaires sociaux » est sans précédent. Sauver le service public de l'emploi, le rendre à ses usagers devient une urgence !

Les militantes de la CNT-EFI

(Emploi formation insertion) Nord Pas-de-Calais Picardie sont engagés dans la lutte depuis quelques années, d'occupations ou

blocages de sites, d'AG en temps d'échanges au sein des agences. Aux côtés de la CIP (coordination des intermittents et précaires), du groupe des désobéissants d'Amiens, nous multiplions les actions contre Pôle emploi et portons l'information aux précaires.

Pour nous, l'essentiel est de participer à l'organisation de ces actions, de cette lutte, en mettant à disposition de ces collectifs nos moyens humains et matériels et notre connaissance en la matière. ●

CNT-EFI Nord Pas-de-Calais Picardie
Contact : efi-npdcp@cnt-f.org

Le chômage, vieux comme le monde

Aujourd'hui, la morale punitive revient régulièrement, réinventant les travaux forcés en contrepartie, réprimant l'oisiveté comme une tare psychologique... Né avec le salariat, le chômage moderne est inventé avec le capitalisme en tant que catégorie, mais la notion « fut à plusieurs époques un élément positif ; on chômait pour honorer les saints, pour marquer une pause entre deux périodes d'activité »*. Avant de constituer l'armée de réserve du capitalisme, le chômage a trempé dans la charité envers le « prochain », même si c'est un gage : il y a un retour sur investissement, laver ses péchés par une « bonne action ». Mais les vagabonds, mendiantes, exclus qui se débrouillent, et autres misérables du XIXe dérangent, inquiètent. Le traitement des pauvres a hésité entre compassion et mise à l'écart, pour garantir aux nantis un climat pacifié. Même lignée, la mise au repos forcé des paysans anglais du Moyen Age victimes des « enclosures » (privatisations de terres partagées des communaux), les laissés pour compte des crises des années trente aux US, jusqu'au 3,6 million de chômeur-euses actuellement en France.

* « Une histoire du chômage, de l'antiquité à nos jours », Yves Zoberman, Ed. Perrin. 2011

Redonnons des couleurs



aux luttes sociales 

Les mauvais jours finiront

Adrexo, La Poste : la précarité tue, le travail aussi. Mais le mouvement social riposte à la casse sociale.

Les mauvais jours finiront, et gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront.
« La Semaine sanglante », chanson de Jean-Baptiste Clément pendant la Commune de Paris.

Chronique de la guerre sociale : Raymond est mort au travail, à 75 ans. une pension de retraite misérable, endetté, il s'est fait embaucher pour distribuer des prospectus. Adrexo s'est dispensé de la visite médicale d'embauche. Raymond est mort après 19 jours de promenades de santé pour distribuer de la « publicité non adressée ». Adrexo vient d'être condamnée aux prud'hommes pour avoir bafoué ses obligations de santé au travail.

Cet exemple est emblématique du statut du salarié précarisé, travailleur pauvre, tué par le travail et les patrons.

Sous couvert de cette prétendue liberté d'entreprendre ou de se salarier, de ce mensonge d'État qui postule de l'égalité de choix et de traitement entre salarié.e et patron, arrive le projet de loi travail. Une déclaration de guerre sociale, ramenant chaque salarié.e à son individualité, à sa solitude, évacuant le fait collectif du salariat, court-circuitant les organisations collectives des travailleur.euses. Avec ce postulat qui livre le faible au fort, toute une « philosophie » du travail serait

mise à bas. Bien sûr, ce code du travail n'est pas l'idéal. Mais ce qu'il garantit aux salarié.es n'est souvent que ce qui avait été arraché par les luttes sociales. S'il s'est alourdi au rythme des défaites ou de la faiblesse des mouvements sociaux, c'est la plus souvent au bénéfice des patrons.

Ce projet de loi gomme le rapport de force induit par le contrat de travail, en tentant de mettre hors jeu le syndicalisme combattif, avec l'aimable participation du syndicalisme couché. Le code du travail deviendrait une sorte de code civil réglementant le contrat de travail comme un contrat de mariage, qui voudrait instaurer la liberté du renard dans le poulailler.

■ Le mépris et l'aumône

Raymond, victime « ordinaire » d'Adrexo, n'était peut-être plus en capacité d'exercer ce boulot sans y laisser sa vie. Qu'importe, il pouvait donner encore un peu de son jus au capital, alors pourquoi s'encombrer d'une visite médicale ? Cette pratique du non droit est la chose la mieux partagée dans le monde mer-

veilleux des « entrepreneurs ». À La Poste aussi la visite médicale devient rare. Certains collègues n'ont pas vu un médecin du travail depuis plus de dix ans. On s'épuise au travail, on s'y crame, on s'y suicide. Pourtant La Poste a fait un geste en revalorisant la grille indiciaire. Un facteur « de base », 20 ans d'ancienneté, se voit grassement augmenté de 9,87 euros net par mois. Merci patrons, on est content de travailler pour vous. Et ce mois-ci, le minimum vieillesse a gagné un bonus de 80 centimes par mois pour une personne seule. Résultat prévisible : ruée de ces anciens pauvres sur les comptes offshore.

■ La figure du casseur

Face à ce cynisme de politiques au service de la finance boursière, est né ce mouvement de révolte, qui remet en question des fondements même du vieux monde, dépassant le seul cadre du projet de loi scélérat. Discrédité, à bout de ressources, le pouvoir a lâché les chiens, multiplié les violences policières, matraquages, gazages, arrestations et condamnations judiciaires. On



cogne d'abord et on ne discute pas après.

Le gouvernement aux abois sait qu'il lui faudra abandonner son projet de loi scélérate sauf s'il parvient à criminaliser les opposants, à faire « dégénérer » les manifs. Que quelques individus repeignent une façade et ressurgit le spectre des dangereux « terroristes » et abominables casseurs.

■ Capital circulant, frontières fermées

Les véritables casseurs, banquiers, patrons, actionnaires pillent la production des richesses, s'approprient des profits énormes, la moitié du PIB mondial selon certaines sources : un sacré magot qui, en regard, rend dérisoire le fameux « trou » de la sécu, le déséquilibre du budget des caisses de retraite ou d'assurance chômage. Ces casseurs à grande échelle s'octroient les doubles nationalités fiscales, migrants de la finance adeptes des paradis fiscaux et de la sacro-sainte liberté de la circulation des biens. Ils érigent les murs et les barbelés, des camps de rétention pour migrants ordinaires et expulsent les vraies victimes des guerres économiques qu'ils ont générées.

La riposte sociale s'invente sa démocratie, ses moyens d'expression, d'action, rejetant la délégation de

pouvoir et de parole, s'appliquant à rejeter les figures sempiternelles de la domination, sauveurs suprêmes, leaders autoproclamés, fumeux et parasites « porte parole officiels ».

■ Nous sommes debout, la nuit aussi.

À défaut de lendemains qui chantent, déjà le quotidien de la résignation se fissure. Ce n'est pas pour nous déplaire, syndicalistes révolu-



tionnaires et anarchosyndicalistes de la CNT : des AG souveraines érigées en principe de décision, la libération des voix qui se taisaient, la mise en commun des expressions, des témoignages et des savoir-faire, la volonté de lutter ensemble et non plus simplement de protester, de s'indigner ou de pleurnicher, la remise en cause globale d'un système

économique qui conduit l'humanité droit dans le mur et pourquoi pas les prémisses d'une révolution sociale et libertaire.

« La crise », les « impératifs économiques mondiaux » décrétés par les spécialistes de la finance ne sont qu'une gigantesque supercherie. L'« économie » n'est pas une science, une technique de gestion, mais d'évidence une pratique de la domination. Se soumettre à ses injonctions, c'est accepter la dictature d'un monde financiarisé.

Nous sommes les descendants des canuts, des sans chemises. Et le règne de la domination finira. Les initiatives populaires et solidaires, les Nuits debout, l'appel de syndicalistes « On bloque tout » ont déjà largement dépassé la contestation de la loi travail. Nous allons nous réapproprier nos vies, notre futur, fraternellement. le temps de la résignation semble bien fini. Nous n'aurons plus peur.

On entend de plus en plus clairement les craquements du vieux monde. Il ne tient qu'à toi collègue, camarade, de contribuer à son soulagement. ●

*Tessi Rom, facteur de «désordre»,
syndicat CNT PTT Centre*

Mouvements contraires

D'un côté un mouvement tonique, de l'autre le syndrome de la journée d'action et ses logiques descendantes.

Mobilisation Loi travail : comment poursuivre le combat et autogérer la lutte ? (texte écrit le 8 avril).

Résumé des épisodes récents. Le 6 avril dernier, voulant être reconnues comme des « partenaires sociaux » par le gouvernement, les organisations syndicales dites « représentatives » ont appelé à une « journée de grève interprofessionnelle et de manifestations »... le 28 avril. Pas question de battre le fer pendant qu'il est chaud.

Après avoir appelé à manifester un samedi, le 9 avril, ce qui en terme de grève est assez... limité, les directions de la CGT-FO-FSU-Solidaires-Unef-UNL-FIDL pensent qu'il est possible de réaffirmer « fermement leurs revendications de retrait de ce projet de régression sociale » et réclamer « de nouveaux droits » en appelant à faire grève et à manifester en plein milieu des vacances scolaires parisiennes, à trois jours du 1er Mai, date incontournable du mouvement social... Et ce dix-neuf jours après le 9 avril, sans appeler à aucune grève...

On peut donc s'interroger. Comment faire pour que le mouvement ne s'effiloche pas, permettant au pouvoir de s'en tirer avec une version light de la loi travail ? Ce sont ces questions dont il faut débattre dans les assemblées générales, les comités de mobilisation, les réunions de quartier ou d'entreprise.

■ Scié à la base

Comme toujours, ces syndicats institutionnels fractionnent le mouvement, chaque « journée d'action » étant censée être un temps fort préparant le suivant. Sauf qu'au final

les gens s'épuisent, et ces organisations disent alors : « La base ne suit pas. » Car, pour elles, il y a la « tête », les « chefs », et la « base », les « jambes » : nous, les travailleur.se.s, précaires, chômeur.se.s. Quant aux initiatives « non centralisées » à l'image des Nuits debout ou des coordinations étudiantes et lycéennes, ça « sort du cadre », il n'y a ni ballon ni chasubles siglées ni cortège, ça foisonne trop pour qu'ils les soutiennent...

Ce fractionnement s'oppose bien entendu à la grève reconductible et donc à l'enracinement du mouvement.

■ Cogne toujours

Alors que les luttes sociales vivent depuis des mois une répression sans précédent, des Goodyear à Air France, Notre-Dame-des-Landes, La Poste en passant par les lycéen.nes et étudiant.es, le communiqué de l'intersyndicale ne comporte pas même une ligne demandant l'amnistie des personnes condamnées ou dénonçant les violences policières...

■ L'arme de la grève

Comment faire plier l'État et le patronat sans les attaquer réellement là où ça leur fait mal : les entreprises, publiques comme privées ? Notre seule arme, en tant que salarié.es, n'est-elle pas la grève reconductible ?

Or qu'observe-t-on au sein des entreprises et dans nos quartiers ? Ces mêmes organisations qui bougent du bout des lèvres, et encore... et leurs permanents ne sortent plus de leurs bureaux et des « négociations » au Medef ou à Matignon. Où sont les diffusions de tracts et collages



massifs, les appels à la grève portés sur le terrain auprès des salarié.es ? Où sont les caisses de grève pour permettre aux bas salaires de suivre le mouvement ? Ce syndicalisme a-t-il tant coupé avec ses origines et ses pratiques de solidarité qu'il ne sait plus que communiquer, manifester gentiment et négocier la reddition ? Abandonnant, de fait, ses militants et ses sections syndicales, laissées à elles-mêmes et affaiblies, face à des patrons qui jubilent et continuent leur jeu de massacre en attendant que la loi travail passe, même amendée, pour accroître encore leurs attaques...

■ Un mouvement à faire soi-même

Résultat : une lutte de la jeunesse précarisée, isolée, exposée aux coups de matraque et arrestations des policiers à la botte d'un État appliquant le maintien de l'ordre économique. Et un frein à l'aboutissement de la jonction avec le monde du travail, faute d'une grève généralisée dans les entreprises.

Pourtant la coordination nationale étudiante a appelé à de nouvelles journées de mobilisation contre la loi travail, les mardi 12, jeudi 14 et mercredi 20 avril. Elle parle d'auto-organisation en assemblées générales, car « seul le mouvement saurait se représenter lui-même ». Elle demande « le retrait total et sans négociation de la loi travail, le partage et la réduction du temps de travail, l'arrêt immédiat de la répression policière et des poursuites ainsi que la levée immédiate de l'état d'urgence ».



■ Je grève, tu grèves...

Depuis des années, la CNT lutte pour l'autogestion, ici et maintenant, pour le partage des richesses et la réduction du temps de travail, dans une perspective de lutte des classes, d'abolition du capitalisme et du salariat.

C'est bien aujourd'hui qu'il faut renforcer le mouvement et favoriser la convergence des luttes. Attendre, ce serait jouer la montre à quelques semaines des vacances d'été...

Nous aussi savons « prendre nos responsabilités » en appelant à rejoindre les étudiant.es et les lycéen.nes et à faire grève partout où nous le pourrons. Car si l'on veut réellement la justice sociale et le retrait de la loi travail, contre le diktat de l'argent roi et des patrons, les licenciements et la criminalisation des luttes, seule une grève générale reconductible saurait nous y amener.

La CNT appelle aussi à participer à toutes les initiatives qui rassemblent des milliers de personnes dans les rues, comme les Nuits debout ou les AG et actions des intermittents du spectacle contre la remise en cause de l'assurance chômage. Car tout ce qui nous réunit et nous permet de lutter ensemble, toute cette contestation émancipatrice exprime une idée majeure : le refus de cogérer une société d'esclaves à la merci de l'État et du patronat.

Pour une société sans classes, ne nous lamentons pas, organisons-nous ! Seule la lutte paie ! ●

CNT, Union des syndicats de la région parisienne

« Et au fait, ça veut dire quoi, CNT ? »

Une brochure, un quatre-pages pour aider à resituer la CNT auprès des gens curieux, intéressés, demandeurs.

Un mouvement social comme celui que nous vivons est toujours un moment riche en contacts. Les rassemblements, les manifs, la présence sur le pavé, les tables de presse ou les rencontres sous les drapeaux génèrent plein de contacts spontanés, plein de questions, de curiosité. Ca veut dire quoi CNT, sur ton drapeau ? La CNT c'est quoi ?

Pour nourrir et développer ces échanges, une brochure utile de 32 pages : « Quelques réponses à des questions que se posent parfois celles et ceux qui souhaitent nous rejoindre ou qui viennent de le faire » sur le site de la CNT du Nord Pas de Calais : www.cnt-f.org/59-62/wp-content/uploads/brochure-cnt-nord-pdc-reponses-a-quelques-questions.pdf.

Un quatre pages explicatif sur l'histoire et les pratiques en vigueur. Condensé des états de service de 1936 en Espagne à la création en France en 1946, de la période de 1996 aux années 2000, jusqu'à aujourd'hui. www.cnt-f.org/59-62/wp-content/uploads/tract_conf_4pages_la_CNT_c_quoi.pdf

■ Extrait :

Bon alors, c'est quoi, la CNT?

« Une organisation qui a hérité d'une histoire riche, enracinée dans le mouvement ouvrier, mais qui se construit avant tout dans le présent, dans les luttes auxquelles elle participe, qu'elle impulse. Une organisation encore faible dans le champ syndical, face aux confédérations dites représentatives, mais qui élargit son audience, son influence, et qui retrouve sur le terrain des pratiques de nombreux syndicalistes appartenant à d'autres organisations. Une organisation qui refuse les étiquettes idéologiques, les dogmatismes paralysants, tout asservissement à un parti politique, mais qui inclut dans son champ d'action des luttes éminemment politiques, révélatrices d'un projet de société et d'une autre forme d'organisation sociale. La CNT a de grandes ambitions : l'émancipation des travailleurs, l'abolition des classes, l'égalité et la justice sociale, la gestion de la société par les producteur.rices. Si elle déploie beaucoup d'énergie, c'est pour construire ce rêve, l'ancrer dans la réalité des luttes, le faire partager par toutes celles et ceux qui, un jour, mettront à bas le vieux monde. » ●



**CONTRE L'OFFENSIVE PATRONALE
RIPOSTE SYNDICALE ! AUTOGESTION !**

CNT RÉGION PARISIENNE - WWW.CNT-F.ORG

Soral, nom d'odieux !

À lire par ceux et celles qui veulent démonter (intellectuellement) le petit néo-fasciste Soral.

Un camarade de la CNT travail vient de publier un démontage en règle de la logorrhée d'Alain Soral : « *Alain Soral ou le retour de la bêtise immonde* », Frédéric Balmont, Ed. L'Esprit frappeur, 190 pages, 5 euros. Il est toujours intéressant de mieux connaître nos en-



nemis. D'autant que les thèses simplistes s'infiltrèrent partout... Le site internet Egalité & Réconciliation et sa chaîne de vidéo drainent une audience conséquente avançant sous le terme de « la dissidence » écho des vieilles lunes de l'extrême droite des années 1930 sous couvert de « nouveauté », en prétendant incarner l'« anti-système » pour drainer les déboussolés. De quoi désigner des ennemis, surfer sur les théories conspirationnistes, attirer ces contenus sur son site comme miroir aux alouettes. Avec ses fromules qui claquent comme « gauche du travail » et « droite des valeurs », le courant lancé par Soral s'inscrit dans la droite ligne des « rouge-brun » et tente de rallier les « Français de

souche » et « les Noirs, les Arabes et les musulmans » sur la base de la Nation. Du soutien à la Palestine, il passe à l'antisémitisme et aussitôt à l'antisémitisme viscéral. Avant les rouge-bruns des années 70, il y a eu des figures comme Jacques Doriot, jeune apparatchik stalinien, maire de Saint-Denis dans les années 1930, qui fonda le Parti Populaire Français et glissa sans résistance dans la collaboration.

■ Extraits de la présentation du livre :

Les pratiques et discours imprégnés de la logique d'extrême droite fleurissent de tous côtés. Comment peut-on mieux comprendre leur fonctionnement et les reconnaître derrière leurs multiples costumes si ce n'est en se penchant sur leur propagateur le plus assumé et le plus odieux : Alain Soral ?

Du fond de son canapé rouge, on entend la voix nasillarde de cette insupportable cantatrice chauve du fascisme... Appuyée sur un dispositif pseudo-scientifique, sa haine des femmes, des homosexuels et des juifs lui tient lieu d'anthropologie.



Roi du facho business*, Alain Soral contribue à l'ascension d'une sensibilité fasciste dans la société. Sensibilité qui ravit les politiques de tous bords : plus le fascisme prospère, plus ils peuvent prétendre cacher leur incompétence derrière, l'antifascisme finissant par être leur seule justification.

Soral milite pour le pire des mondes, prônant les inégalités, le fétichisme de l'identité et le gou-

LA VÉRITÉ SUR SORAL: LE CANAPÉ BALANCE!



vernement par la violence. Ce livre s'applique à démonter les ressorts idéologiques de cette entreprise abjecte.*

Leur livre dévoile les facettes de Alain Soral, éditeur, provocateur, mythomane et petit commerçant de la haine, fournisseur proluxe de vidéos en ligne payantes, fondateur d'un site d'équipements surviva-listes, récupérant même l'écologie boutique en ouvrant une épicerie équitable en ligne, en surfant sur des thèmes qu'on n'attend pas dans des officines d'extrême droite, comme la permaculture et la décroissance avec un habillage facho...

* Titre d'un autre bouquin paru en septembre 2015, « Le système Soral, enquête sur un facho business » (Robin d'Angelo et Mathieu Molard, 188 p, ed. Calmann-Lévy, 17 euros) Les auteurs publient des éléments complémentaires sur le site : www.streetpress.com/sujet/1440775955-documents-sur-le-systeme-sora

Abellio, de Benoist, Soral

Dans la préface, l'éditeur, Michel Sitbon rappelle les antécédents.

« **A** l'heure d'écrire, on est perplexe : sur quel ton faut-il parler de ces idéologues qui n'hésitent pas à faire l'apologie du crime le plus abject ? Faut-il les prendre au sérieux ou simplement les insulter sans détour ? On pourrait les traiter de « minables ». « Escrocs » serait plus juste. (...) »

L'autre caractéristique majeure du fascisme, hormis la violence, c'est le recours à la bêtise que ses idéologues assument comme une sorte de fatalité anthropologique. Puisque l'être humain est stupide, il faut lui servir des idées bêtes. Des idées simples. Vous êtes blancs ? Alors il vous faut défendre les intérêts des blancs... ça va de soi... Idem pour la méchanceté. Le fond de la nature humaine serait ainsi, et le fascisme choisit de l'assumer. Bête et méchant et fier de l'être. On cherche des parallèles dans l'histoire et on n'en trouve pas. Jamais la pensée politique n'aura été

aussi basse avec autant de prétention. (...)

Ce mouvement était en gestation au moins depuis la Commune de 1871, à l'issue de laquelle le parti conservateur considérera que les canons de Thiers ne suffisaient pas à résoudre le problème posé par la Révolution : il fallait incorporer la pensée socialiste pour avoir une chance de sauver l'ordre.

On comprend tout ça en lisant, entre autres, Raymond Abellio qui sera, après 1945 et jusqu'à sa mort en 1986, le grand maître méconnu de ce courant de pensée. À partir de 1968, Alain de Benoist dissertera sans fin autour des inspirations d'Abellio. Alain Soral vient en fin de comète de l'histoire du fascisme pour tenter une énième résurrection de ce bricolage à deux balles. (...)

Quand on dit ça, on n'a encore rien dit, bien sûr, puisque le problème n'est pas tant que ces gens-là sont des imbéciles prétentieux, des ignorants persuadés de tout savoir, mais que les archétypes mentaux qu'ils exploitent s'inspirent des plus anciennes recettes des prêtres et monarques de jadis. Et que, souvent, malheureusement, ça marche. (...) Un dernier mot sur la « question juive » – cet antisémitisme que Soral assume comme personne depuis 1945. La stupidité des antisémites d'avant pourrait éventuellement s'excuser : ils n'avaient pas vu la Shoah. Soral, oui. Il vient après. Et il n'y a pas de mot pour qualifier une posture qui revendique l'antisémitisme le plus radical après Auschwitz. Ainsi, ce petit dragueur, idéologue escroc et grossier personnage n'est pas seulement un agitateur criminel : il atteint le degré le plus bas dans l'histoire de la conscience humaine. » ●

Michel Sitbon, éditeur

PRODUITS DÉRIVÉS : LE SLIP SORAL



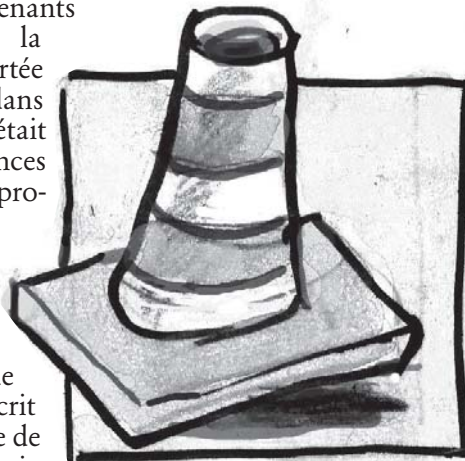
Démosophie, v'la les conspis

Récit de l'incruste tentée par les Démosophes et leurs théories complotistes, en mars 2015 à Nantes.

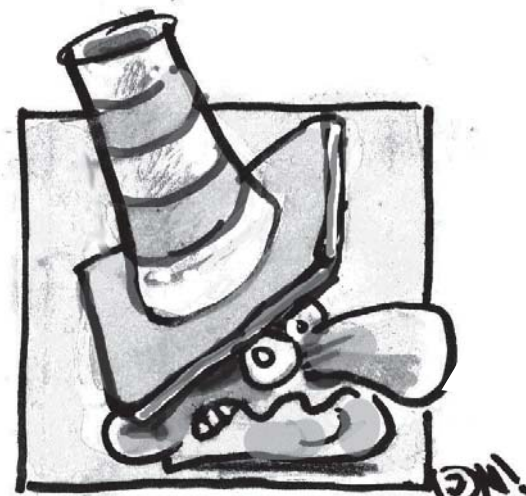
On n'a pas tout de suite repéré que les trois intervenants bizarres prenaient la parole de manière concertée pour se taper l'incruste dans une réunion publique. C'était lors de débats sur les résistances aux violences d'État. Leurs propos sont confus, mais on comprend qu'ils font de la retape pour une réunion publique de leur maître à penser, un mois plus tard.

Un groupe inconnu jusque là à Nantes. La soirée s'inscrit dans un cycle d'une semaine de conférences. Le lendemain soir, on les a virés. Il y a dû y avoir des propos de sortie de bistrot, comme quoi la Loire n'était pas loin et que s'ils insistaient ils risquaient d'aller faire trempette. Ce qui s'est traduit par une plainte des Démosophes contre X pour menace de mort. Sans suite. Sur Facebook, ils ont joué aux victimes de notre intolérance, clamant à la liberté de parole bafouée, et tout le baratin. Le scénario est classique : après l'échec de l'entrisme (quelques jours après, un collectif anti pub a été prévenu de la présence de ces néfastes), ils poussent des cris d'orfraie dès qu'on leur résiste. Ce jeu sur la liberté d'expression est un des pièges tendus. De nombreux-ses militant-es peuvent s'y laisser prendre, d'autant que le discours n'est pas franc du collier. Il faut donc écouter pour comprendre de quoi parlent ces inconnu.es avant de pouvoir récuser leurs mix saumâtre.

Avant d'identifier qui ils sont, on les a écouté patiemment même si leurs propos étaient fumeux, avec des résonances étranges. Un grand escogriffe en blouson de cuir, appa-



PLOT



CON PLOT

remment adepte de musique métal, s'est embrouillé dans sa proposition d'action le 14 juillet prochain, disant que des militaires étaient avec eux « prêts à se révolter » mais qu'ils ne pouvaient pas (?). L'action mystérieuse est enrobée de formules creuses comme « rendre le pouvoir au peuple ». Un genre de putsch, mais pacifique, selon eux. Et la référence à février 1934, aux ligues d'extrême droite attaquant l'Assemblée nationale, ne leur disait apparemment rien du tout.

■ Illuminati partout, francs macs aussi

Comment savoir à qui on avait affaire? C'est discret sur le tract en papier glacé mais ça apparaît dans l'adresse du site internet : demosophie.com. Si on ne connaît pas, difficile d'argumenter autrement qu'à partir de ce que disent ces militants. Une visite sur leurs site internet éclairera sans ambiguïté les accointances politiques et les liens dans la

fachosphère (Cercle des volontaires, Réseau Voltaire, Agence Info Libre, TV Libertés, Alterinfo...)

Les vidéos soporifiques et interminables du leader Eric Fiorile, pitoyable orateur font tomber sur un mix entre théorie du complot permanent, francs-maçons à la manœuvre dans l'ombre, parfois plus trafiquants de drogue que maçons, gouvernement mondial occulte, une obsession sexuelle avec des pédophiles (depuis les Templiers...) paraît-il omniprésents dans ce gouvernement mondial, les Illuminati et le groupe Bilderberg* en sous main. En vrac, de ce que j'ai glané dans les élucubrations du gourou : la révolution de 1789, c'est un coup des Illuminati de Bavière, l'ONU héberge une secte occulte luciférienne. Un blog d'un mec qui a lu son livre dit que Fiorile parle aussi du « fluor qui rend docile », des lancements de programmes de corruption à travers les réseaux pédophiles (encore), des reptiliens, de



Thulé berceau de la civilisation perdue d'Atlantide. Aussi folklo que puant.

■ Orwell illuminé

Dans le genre confusionniste, le tract d'appel au mouvement du 14 juillet commence par citer Orwell qui fait bien dans le paysage (« En ces temps de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire »), mais dans une intervention pas très nette (à comprendre) de Fiorile, il prétend qu'Orwell est lié aux Illuminati et aux gens qui jouissent de la souffrance des autres, pour preuve, le gourou lit face caméra un passage de 1984 d'Orwell, une scène de torture flicarde de Julia, la compagne de Winston dans le roman, qui prétend faire passer Orwell pour un auteur complaisant voire prenant plaisir à décrire la souffrance. Aussi abracadrant que malhonnête.

■ Référence d'extrême droite

Pour la partie plus politique, Eric Fiorile parle des pédophiles dans le gouvernement avec une référence de poids : Roger Holeindre, OAS, mouvement Occident puis co-fondateur du FN avec Le Pen, avec qui il est récemment fâché, quittant le FN en 2011. Citer une telle référence démontre les proximités intellectuelles.

■ Théorie du genre, encore et encore

Dans la vidéo « Septembre 2014, première rentrée scolaire sexuelle des petits enfants », Fiorile reprend les vieux chevaux réactionnaires de la prétendue « théorie du genre » qui « va détruire la sexualité normale de nos enfants », et leur personnalité, et en faire « des proies faciles », à cause de « parents soumis à cette petite caste qui détient le pouvoir en France et suit des ordres de plus haut »...

■ Attrape-tout

Ça paraît assez disparate, pas très construit, cet assemblage de pré-occupations complotistes, ésotériques, simplement réac. Les liens avec le reste du paysage de l'extrême droite éclairent le fatras mal bricolé. La méthode attrape-tout établit des points d'entrée, propose des passerelles à des gens perdus, à l'affût de théories simplistes pour expliquer le monde. La page facebook d'un de ces zigomars affiche ces centres d'intérêt très variés : Dieudonné, Patriotes de France, des sites Stop Tafta, Non à l'interdiction du tatouage couleur, des sites trash métal et death metal, Michel Onfray, le très catho et homophobe Dr Henri Joyeux, le survivaliste suisse Piero Sans Giorgio qui donne des conférences à Egalité&Réconciliation ou

à Action française.

Les zozos de la Démosophie, ont l'air de paumés, à l'image de la bouillabaisse idéologique du maître. Mais qu'ils soient redoutables ou pathétiques, peu importe. Il leur reste au moins une capacité à polluer les réunions qu'ils infiltrent. Si vous n'avez pas de temps à perdre, coupez court à la discussion.

Les conspis, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît... ●

Nico, CNT Interco Nantes

* Ce groupe Bilderberg, une réunion discrète de puissants du monde capitaliste, existe bel et bien comme bien d'autres, Davos, les sommets mondiaux divers, etc. Mais ce club est aussi une des marottes



Italie

Les syndicats de lutte parviennent à dépasser dans la rue la bureaucratie co-gestionnaire

Le 18 mars a eu lieu en Italie une grève générale à l'appel de la CUB, des SI COBAS et de l'USI-AIT. Cette grève avait pour but de dénoncer la politique italienne, la guerre à l'extérieur ainsi que celle menée à l'intérieur contre la classe ouvrière. C'était une réponse des trois confédérations à l'accord de la honte, le Texte Unique signé par la CGIL, la CISL et l'UIL. Celui qui en échange de la limitation du droit de grève, du droit de désigner des représentants syndicaux, ainsi que des conventions collectives au rabais, donne la représentativité aux seuls signataires de l'accord et donc de fait à ces trois confédérations co-gestionnaires du capitalisme et quasi seules à l'avoir signé.



Prévues à l'origine à Milan et Naples uniquement, des manifestations ont eut lieu à Turin, Bologne, Florence, Prato. Le mouvement, même si faible, car émanant de confédérations et syndicats minoritaires, à quand même été rejoint par plusieurs milliers de travailleurs. Des blocages ont eu lieu dans la logistique et les entrepôts, ainsi que dans les transports publics urbains et dans certains départements des chemins de fer. Des groupes d'enseignants, des personnels de l'hôpital et les employés du secteur public ont rejoint la grève dans de nombreuses villes.

Le premier ministre italien, Matteo Renzi, après avoir nié que l'Ita-

lie soit en guerre, bien qu'elle maintienne des troupes en Irak, Libye et Afghanistan, a menacé les syndicats officiels et leur demandant de faire appliquer les règles sur la grève contenues dans le Texte Unique sinon il les ferait appliquer lui-même. Un clair appel à la répression des travailleurs par ces syndicats. Leur rôle de chiens de garde du capital ne peut plus faire aucun doute.

La grève générale, bien que suivie entre autres par beaucoup de travailleurs immigrés à aussi montré tout le chemin à parcourir pour que la classe ouvrière en Italie sorte du giron de ces syndicats de collaboration patronale et s'organise dans de véritables organisations de lutte de

classes.

Cette première grève générale, soutenue par le Réseau Européen des Syndicats Alternatifs et de Base dont fait partie la CNT, a cependant, malgré ses faiblesses, représenté un début d'opposition radicale et de volonté d'unifier les travailleurs en Italie. Même si elle n'a que peu mobilisé les travailleurs globalement elle a quand même dépassé largement le cadre de l'audience des petites organisations qui appelaient à la grève. C'est un succès qui ouvre des perspectives de réveil social. ●

Groupe de travail Europe

Mayotte

Le 101e département en colère

Alors qu'en métropole une mobilisation est en cours contre la destruction du Code du travail et de la hiérarchie des normes via la loi El Khomri, à Mayotte, depuis le 30 mars, la population en grève générale revendique notamment l'application du Code du travail et des conventions collectives de branche... de la métropole.



Situation quelque peu ironique... Pour des raisons géopolitiques (à l'image de Djibouti) l'État français a tout fait pour conserver son contrôle colonial sur cet archipel. Y compris en laissant mourir des milliers de Comoriens dans un « cimetière marin » conséquence de l'instauration du visa Balladur et de la répression qui suivit l'interdiction de se déplacer entre les îles, pour séparer les familles et détruire l'unité des Comores. Car cet archipel est situé dans le canal du Mozambique, entre Madagascar et le continent africain, par où passent presque tous les convois pétroliers exportant le pétrole du Moyen-Orient vers l'Europe et l'Amérique, et où de nombreuses matières premières sont susceptibles d'être exploitées.

Pour cette raison, l'État colonial français a toujours agi (y compris contre l'ONU) pour conserver Mayotte dans son giron (à l'image de la Kanaky et de son nickel...).

Après de multiples manœuvres, Mayotte est devenue le 101e département français en 2011 puis région ultra périphérique européenne le 1er janvier 2014. Mais qui dit départe-

ment ne dit pas égalité de traitement... bien au contraire. Mayotte, comme la Kanaky, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion ou la Martinique sont toujours gérées comme des colonies avec leurs droits du travail inférieurs, des sécurités sociales au rabais, des salaires bien moins importants, des services publics délabrés, etc.

Des révoltes contre la vie chère, dites révolte des « ailes de poulet » ont eut lieu à l'automne 2011 et en 2012. Au même moment, en 2012, avait lieu un mouvement semblable à Moroni, capitale des Comores indépendante. Ce qui résonne étrangement quand on sait que suite au vote pour l'indépendance la France n'avait cessé de déstabiliser cet archipel par l'intermédiaire de ses mercenaires, dont Bob Denard a été le plus tristement célèbre, pour l'appauvrir et faire que les habitants de Mayotte votent pour la France et la départementalisation. Le visa Balladur qui transforma des milliers de mahorais (habitants de Mayotte) en étrangers dans leur propre île avait aussi pour but de réduire le nombre d'électeurs indépendantistes. Finalement ceux qui avaient voté pour

la France se soulevaient, en même temps que leurs frères Comoriens pour les mêmes raisons, la misère et la vie chère.

Aujourd'hui, c'est au tour de Mayotte de se mobiliser pour une « égalité réelle » avec la métropole et de briser un minimum la chape de plomb médiatique (quoique au bout de presque deux semaines de grève générale...).

Mais tous les jours, nos camarades syndicalistes de l'USTKE, de l'UTG, de l'UGTG, etc., n'ont de cesse de lutter contre cette exploitation.

La CNT leur apporte tout son soutien, contre l'État français et les pratiques coloniales dans ces soi-disant « DOM-TOM ».

Pour l'autodétermination des peuples, contre le colonialisme, pour la solidarité internationale des travailleurs ! ●

*voir <http://www.migrantsoutremer.org/Mayotte-un-cimetiere-marin-encore>

** voir <http://survie.org/billets-d-afrique/2012/214-juin-2012/article/le-canal-du-mozambique-un-enjeu>

Palestine

Lutte de classes en Palestine... Un tournant (?)

Ce 30 mars, le centre culturel d'Ibda, dans le camp de réfugié.e.s de Deisheh, accueillait les enseignant.e.s pour une nouvelle Assemblée générale. Une semaine après la reprise des cours, des assemblées similaires se tenaient dans tout le pays. Après une grève qui aura été la plus longue et la plus suivie qu'ait connue l'Autorité Palestinienne, quelles suites donner au mouvement ? Il n'était pas tant question d'un baroud d'honneur que de tirer les leçons de ces cinq semaines de lutte.

Organiser le mouvement syndical à la base pour sortir de l'emprise de la bureaucratie contrôlée par l'OLP

Certes, les enseignant.e.s ont obtenu les revalorisations salariales promises depuis 2013 et jusque-là jamais honorées. Mais conscient.e.s du fait que cette hausse des salaires n'était qu'un dû, ils et elles faisaient de cette revendication le point de départ d'une remise en cause plus large du système bureaucratique et libéral de l'Autorité Palestinienne. Maigre consolation donc, car au fur et à mesure des semaines et du durcissement de la lutte, la colère et les envies d'un changement radical ont pris de l'épaisseur et trouvé un certain écho dans toute la société.

« Nous ne pouvons plus revenir en arrière » déclarait un camarade gréviste. Pourtant, l'AP a tout fait pour étouffer la contestation et éviter qu'elle ne se propage. Malgré les pressions et la répression, les enseignant.e.s ont réussi à exclure les bureaucrates syndicaux (désignés par Mahmoud Abbas lui-même) tout en exigeant une refonte du système de représentation syndicale et de nouvelles élections. Ce à quoi Abbas a répondu en nommant « provisoirement » de nouveaux délégués, issus encore de son cercle rapproché. Mais ici plus qu'ailleurs, on ne sait

que trop bien ce que « provisoire » veut dire...

Alors, dans le district de Bethléem, conscient.e.s que le travail est loin d'être achevé et pour maintenir la pression, les débats se sont ouverts sur une question simple et qui résonne d'autant plus pour nous, à la CNT : « comment nous organiser nous-même pour sortir de la dépendance des grandes structures syndicales à la solde de l'Autorité Palestinienne ? »

Un juriste était invité ainsi que deux camarades de la GFU, fédération regroupant les syndicats indépendants, sans permanent.e.s, portant une vision socialiste-révolutionnaire du syndicalisme. Deux manières d'envisager la lutte sont envisagées :

- Une voix légaliste, passant par la constitution d'un syndicat nouveau reconnu officiellement par l'AP.
- Une autre voix (oserait-on dire révolutionnaire?), selon laquelle la reconnaissance devra s'imposer de fait par la lutte et un mouvement irréversible, porteur de changements radicaux et structurels.

Les débats ont donc été vifs, sur la manière de penser l'organisation du mouvement des enseignant.e.s dans le cadre d'une Autorité Palestinienne discréditée et fortement

interrogée en ce moment. Car pour beaucoup, c'est la question des perspectives révolutionnaires et de leurs formes qui se posent.

■ Transformation des organisations et autonomie des luttes

À l'instar des syndicats, les organisations révolutionnaires de gauche (FPLP, FDLP) subissent les dommages collatéraux d'une méfiance et d'une désaffection générale vis à vis des structures traditionnelles. L'engagement, le militantisme se transforment ici en profondeur et les formes de lutte évoluent en conséquence. Bien des hypothèses pour expliquer ceci : l'avènement d'un « proto-État » et d'une société libérale offrant le mirage de la réussite individuelle malgré l'occupation (dont une nouvelle classe dominante s'accommode bien) ; la volonté d'un renouvellement et d'une démocratisation des organisations traditionnelles ; l'ONGisation et la parcellisation des luttes¹ ; et enfin, l'épuisement d'une résistance qui, malgré toute l'abnégation que l'on doit lui reconnaître, voit ses rangs rongés par la répression de l'occupant sioniste... Si les mythes ont la peau dure, les cadres des mouvements sociaux et de la résistance se transforment bel et bien.

Les caractères autonome et populaire de la lutte des enseignant.e.s ne sont certes pas des caractéristiques nouvelles des luttes en Palestine, mais dans le contexte actuel, ils prennent une nouvelle signification et poussent les camarades à une réflexion de fond sur ces nouvelles formes d'engagement. Reste aux organisations à faire leur auto-critique...

Mais l'OLP n'entend pas laisser la moindre place à une redéfinition des forces progressistes s'opposant au verrouillage du pouvoir et à la politique de compromission avec Israël. Elle réprime toute contestation à sa gauche. Le 10 avril dernier, elle a ainsi décidé de couper les fonds alloués aux FDLF et FPLP (fonds qu'ils reçoivent en leur qualité de membre de l'OLP) pour avoir critiqué la politique menée par Mahmoud Abbas².

Quant aux comités de grèves nés durant la lutte des enseignant.e.s, indépendants et plus démocratiques, ayant su s'attirer la sympathie d'une large population et susciter un peu d'espoir, gageons qu'ils feront tache d'huile pour les prochaines luttes à mener. Elles restent nombreuses ! ●

Groupe de travail Palestine

1&2 Source Ma'an News 12 avril 2016



sigle de la PGFTU syndicat officiel lié à l'AP.

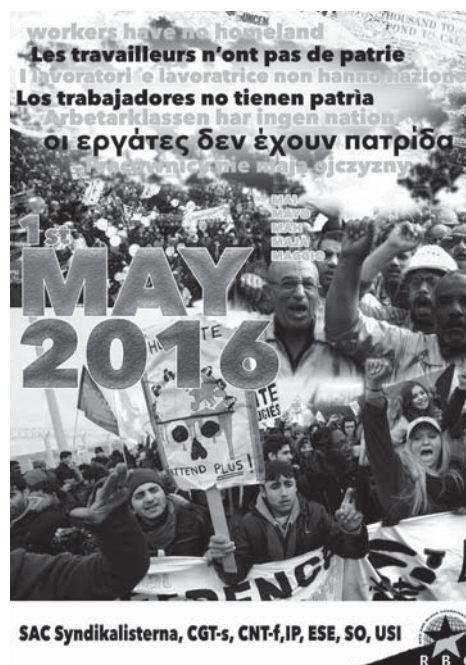
Communiqué de soutien à Abdullah Nayef Ramadan et à tous les prisonniers politiques palestiniens

Le mardi 5 avril 2016, notre camarade Palestinien Abdullah Nayef Ramadan du camp de réfugié de Dheish a été une nouvelle fois arrêté par l'armée israélienne d'occupation. Abdullah est un militant palestinien qui depuis de nombreuses années non seulement lutte pour la liberté et l'autodétermination de son pays mais s'est aussi engagé dans un travail syndical pour défendre les droits des étudiants palestiniens. C'est un camarade qui n'a jamais baissé les bras malgré plusieurs incarcérations et plusieurs blessures infligées par l'armée d'occupation israélienne.

À plusieurs reprises et depuis son plus jeune âge (il faisait partie des jeunes qui ont participé aux activités du centre d'éducation populaire al phénix au camp de Dsheih) des camarades de la CNT l'ont rencontré et ont pu mesurer sa détermination à continuer sa lutte aux côtés de ses camarades. Dans le même temps l'armée israélienne

a également arrêté plusieurs jeunes étudiants, essayant par là de réduire au silence la résistance de la jeunesse palestinienne. Le secrétariat international de la CNT dénonce ces arrestations qui sont encore une fois la preuve qu'Israël non content d'occuper illégalement la terre des Palestiniens, se permet d'emprisonner, d'humilier, d'assassiner sans qu'aucun compte ne lui soit demandé en retour. Le secrétariat international de la CNT exprime son soutien total à Abdullah et à tous ses camarades emprisonnés, exige leur libération et apportera toute la solidarité possible dans cette nouvelle épreuve. Le secrétariat international de la CNT condamne la politique complice de la France qui continue de soutenir un État colonisateur et criminalise la solidarité en France et notamment la campagne BDS. ●

Solidarité internationale!
Liberté pour Abdullah et tous les prisonniers palestiniens!





Affiches de Incarcerated Workers Organizing Committee, iwoc.noblogs.org»

États-Unis

Tous les regards sont sur le Texas !

Partout aux USA, les familles des détenuEs et les militantEs soutiennent les prisonnierEs grévistes... Un mouvement de masse se développe pour en finir avec les conditions esclavagistes dans les prisons.

9 avril 2016

De Austin à Houston, Phoenix dans le Bronx, Kansas City en Alabama à Milwaukee, Providence, Denver, Tuscan, Minneapolis, Arkansas, et au-delà, les familles, les amis et les proches des prisonniers texans se rassemblent pour une journée nationale d'action et d'éducation aujourd'hui, samedi 9 avril.

Inspiré par les actions puissantes de milliers d'êtres humains derrière les barreaux dans 7 prisons, dont 4 qui reconduisent la grève, la bannière de l'abolition est de plus en plus visible. « Ça cuve depuis longtemps, cette grève », a déclaré Dee, adhérent de la Croix noire anarchiste à Austin. « Le Texas a été construit sur l'esclavage. On est de plus en plus nombreux à agir ensemble pour en finir avec ce cycle de violence et l'exploitation ».

Judy, dont le fils est en prison au Texas, et qui vit à Wichita Falls, Texas, retient son souffle. « C'est dur d'être là, à l'extérieur. Nous sommes inquiets par rapport à ce qui pourrait leur arriver puisqu'ils sont enfermés, surveillés, battus, avec rien à manger à part deux sandwiches au beurre d'arachide par jour ». Mais elle est fière de ces centaines d'hommes et de femmes à l'intérieur: « Nous savons que cela doit cesser. Il le faut. Cette protestation semble être le seul moyen. »

Les revendications des grévistes sont nombreuses. Il faut de meilleurs conditions de vie et de travail, des échéanciers crédibles de remise en liberté, une fin du système leur exigeant de payer \$100 pour avoir accès aux soins co-payeurs médicaux qui empêchent l'accès aux soins de santé, un comité de règlement des griefs indépendant, et la fin des nombreux abus en matière de droits de l'Homme. Les prisons du Texas détiennent le record national en matière d'agressions sexuelles des détenuEs. Par ailleurs, il y a eu de nombreux morts par suffocation en raison de l'absence de climatisation.

■ « Quarante-cinq ans après la mutinerie du Centre correctionnel d'Attica à New York, les vagues du changement reviennent dans les prisons de l'Amérique(...) »

« Nous assistons à un mouvement de masse à l'intérieur des prisons en ce moment », a déclaré Nick Onwukwe, ancien prisonnier et co-président du Comité d'organisation des travailleurs incarcérés de l'IWW. « Notre tâche est de faire croître à l'extérieur le mouvement de masse contre les conditions esclavagistes de la prison, et cela implique de l'organisation à l'échelle nationale. Ce n'est pas la première grève et ce ne sera pas la dernière. »

En fait, une coalition de groupes à l'intérieur des prisons, dont l'IWOC, appelle à des protestations coordonnées pour le 9 septembre dans chaque État des USA, et dans chaque prison. « Quarante-cinq ans après la mutinerie du Centre correctionnel d'Attica à New York, les vagues du changement reviennent dans les prisons de l'Amérique. En Septembre, nous espérons coordonner et généraliser ces manifestations de protestation, afin de les intégrer dans un seul mouvement, une marée que le système carcéral américain ne pourra ignorer et auquel il ne pourra résister. Nous espérons mettre fin à l'esclavage en prison en le rendant impossible, en refusant d'être esclaves plus longtemps. Et nous disons : Amen ».

Vous dans le monde libre. Ceci est votre temps pour l'action. Diffusez le mouvement de masse dans les prisons dans le monde libre. Soutenez les prisonniers texans : appeler, agissez, faites un don, engagez vous, mobilisez vous. » ●

www.facebook.com/events/833617843432788/
www.facebook.com/events/1522128134761851/
<https://iwoc.noblogs.org/donate/>,
<https://iwoc.noblogs.org/contact/>

Texte de l'IWW (Incarcerated Workers Organizing Committee) traduit par le Secrétariat international de la CNT.

CONTACT: Incarcerated Workers Organizing Committee (IWOC), un comité au sein de l'Industrial Workers of the World (IWW), 00 1 816-866-3808, iwoc@riseup.net, www.noblogs.org/members/subeltz%40riseup.net/

Agir de concert

Chambéry, le 26 mars, concert sans frontières, troisième édition. Un succès.



Un bon moment pour s'amuser bien sûr mais aussi pour rassembler celles et ceux qui souhaitent lutter contre l'extrême droite et ses idées. À l'initiative de cet événement, les libertaires du coin, organisés (FA, AL, Scalp, CNT) ou non (les individu.es).

Quatre groupes, deux locaux (Pitt Poule et Sissi Lucheni) et deux « nationaux » (Binamé et La Twal) pour mettre le feu ; des interscènes assurés par la Manut à l'intérieur ; la chorale

révolutionnaire des Écho-raleurs, dehors et a capella ; des techniciens son venus de Lyon, bénévolement, avec leur matos. Entrée à prix libre, repas végétarien préparé par la cantine autogérée La Marmite, produits locaux et bio autant que possible et une cuvée spéciale « Concert sans frontières » pour tenir jusqu'au bout de la nuit.

La soirée s'est déroulée dans une excellente ambiance, sans aucune embrouille. Plus de 450 personnes sont passées voir les concerts, discuter aux tables de presse... Nous avons aussi accueilli l'AFA74, Action antifasciste de Haute Savoie récemment créée. Ça met du baume au cœur de voir que nos voisins s'organisent. Et même un camarade du Gard était là...

À posteriori, nous avons appris que deux-trois nazillons du groupe EdelweiSS avaient mis la pression sur des jeunes qui rentraient du concert, mais visiblement bien loin des antifas, le courage ne les étouffant pas. Nous avons réussi à maintenir cet événement malgré les tentatives d'intimidation de l'adjointe à la famille, élue de quartier et animatrice à Chambéry de « la Manif pour tous » et des « Veilleurs ». Depuis l'édition 2015, elle

tente par tous les moyens d'entraver les idées progressistes.

Une réussite cette année et on le refera l'an prochain. Une somme conséquente sera versée à une asso, à priori, les combattantes Kurdes. ●

CNT 73

Grand merci à tous les copains qui sont passés filer un coup de main, une heure ou tout le WE, aux groupes, qui viennent en soutien, sans exigences, aux techniciens, super pro et sympas. À l'AFA74, (continuez la lutte), à la cantine pour le repas. Et au public, nombreux, généreux et respectueux.



Extrait du "Combat Syndicaliste" journal de la CNT - juin 2015

Directrice de la publication
Marie-Pierre Aiello
CPPAP N° 0618S06521 TGI N° 97/93

Rédaction
combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration
cs-administration@cnt-f.org
CS c/o CNT
33, rue des Vignoles 75020 Paris

Abonnements
cs-administration@cnt-f.org
Voir le coupon dans votre journal
Impression sur papier certifié PEFC

Imprimerie Étoile
Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou.tes !



L'enfer militaire de Biribi

Biribi, les bagnes coloniaux de l'armée française.
Dominique Kalifa, Ed. Perrin,
410 pages, 10 euros.

Autour de la soi disant Belle Époque, le nom de Biribi a porté l'horreur de tortures banalisées, et d'extermination à petit feu, pratiquant la punition au carré. Véritable machine à broyer l'armée des punis, des sévices à la mort, Biribi a aussi concentré la hargne antimilitariste. Biribi. Rien que le nom pouvait glacer d'effroi les plus endurcis. Ce n'est d'ailleurs pas un bagne militaire précis. C'est un non lieu, terme générique englobant de nombreuses structures disciplinaires et pénitentiaires de l'armée en Afrique du Nord, de 1830 et la fin des années 1960, quand la décolonisation mettra fin à ce régime d'exception, invisible, effroyable. Déportation, travail forcé et repréailles permanentes peuplent ces « corps spéciaux », bat' d'Af et bagnes coloniaux. « Une sorte d'archipel pénitentiaire où l'armée française reléguait ses mauvaises têtes » dit l'auteur. Un assemblage improbable de réfractaires, incorrigibles, brebis galeuses, désér-

teurs, anarchistes, petit peuple de la pègre, grandes gueules, pas-de-chances et prolos rétifs à la discipline. Une cuite en garnison, un retard pouvaient suffire. Pendant la Commune, les soldats suspects de l'armée versaillaise sont déportés en Afrique du Nord. Les mutins du 17e régiment levant crosse en l'air pour refuser de mater la révolte des vigneron du Midi en 1907 ont fini à Biribi. Les casiers judiciaires chargés avant l'incorporation suffisaient aussi à y mener tout droit.

Des chantiers et camps itinérants leur font entretenir des routes, les voies ferrées, exploiter des mines de fer sous un soleil de plomb. Parfois, ils servent de main d'oeuvre gratuite aux colons. La moindre incartade et c'est le « tombeau », le silo, la « crapaudine » et autres supplices où les détenus baignent dans les excréments, les vers, privés d'eau, de nourriture. Face aux condamnations disproportionnées, récurrentes, on s'y mutile, des crimes sont commis pour être volontairement en-



voyés au bagne des droits comuns à Cayenne, réputé plus clément. La grande boucherie de 14-18 fournira les plus forts bataillons de proscrits de l'histoire de Biribi : plus de 30 000 en 1916, châtiés par le cagnard et le sadisme des sous-officiers. Quand la cruauté de gardiens ne suffit pas, la fièvre jaune, les dyarrhées, la dysenterie, les pneumonies s'en chargent. On y meurt quinze fois plus que dans une prison de métropole... Georges Darien en 1890, Aristide Bruant l'année suivante, puis Albert Londres en 1924, pour les plus connus, ont dénoncé l'atrocité d'un système occulte, qui ferait presque passer Guantanamo pour un club Med.

Entre 600 000 et 800 000 hommes y ont été assignés, brisés, exterminés. À côté de ça, les bagnes civils de Guyane et de Nouvelle-Calédonie n'ont enregistré que 100 000 transportés et relégués, note l'auteur. Après un siècle et demi de punition rationalisée, massive, couverte par la hiérarchie galonnée pour mater les prétendues fortes têtes, Biribi reste comme un pan oublié de l'horreur militaire et coloniale. ●

Nicolas, Interco Nantes



CLAUDE GUILLON
**COMMENT PEUT-ON
ÊTRE ANARCHISTE ?**



Anarchisme, mode d'emploi

Comment peut-on être anarchiste ?

Claude Guillon, Ed. Libertalia, 448 pages, 18 euros.



Ce livre est un recueil de textes, articles, tracts, « posts », écrits de 2000 à 2015. Né en 1952, Claude Guillon est un écrivain et essayiste anarchiste hétérodoxe. Cependant, vu que l'anarchisme n'est pas une doxa, mais reste ouvert, divers, chaque anarchiste, par son parcours, ses rencontres, ses lectures, est un hétérodoxe, non ?

Claude Guillon effectue depuis longtemps des recherches sur les courants radicaux de la Révolution française notamment les fameux Enragés. Il a toujours aimé intervenir publiquement sur la politique contemporaine et, bien que très souvent en désaccord sur tel ou tel point, on prend toujours de l'intérêt à le lire. On sent une liberté de ton et un certain iconoclasme, hors de toute chapelle, ce qui est vraiment agréable.

Il écrit sur le terrorisme en démocratie, sur les crimes de la police, prend la défense des « casseurs » tout en critiquant leurs méthodes, il demande la libération des membres d'Action Directe... Il a de l'intérêt pour les actes des jeunes de banlieue et ne considère pas, à l'instar de nombre de penseurs et militants anarchistes, que leur révolte et les émeutes de 2005 (dernier état d'urgence, partiel, certes) soient « à vide », « sans conscience »... C'est louable car trop rare.

Par ailleurs, il remet à leurs places



(aux toilettes de l'histoire, espérons-le !) des gens comme Dieu-donné, par un texte dans lequel il rap-

pelle la fameuse phrase d'August Bebel : l'antisémitisme c'est le socialisme des imbéciles ;

Noam Chomsky et sa drôle de gloire française ; les Femen et leur stratégie de communication ; l'inévitable Onfray, décidément une vraie tête à claques.

Claude Guillon s'intéresse aussi et écrit sur le corps, la sexualité, le genre. D'ailleurs je n'aime pas son texte tordu : « De l'ambiguïté du concept de viol » où il semble

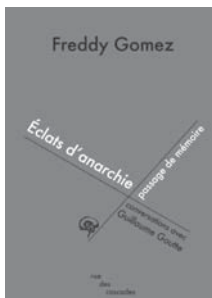
défendre et légitimer l'idée qu'il existe des « petits » viols, des viols moins graves que d'autres, des viols presque pas viols. En gros dit-il, il faut savoir s'arrêter à temps. Certes mais « quand c'est non c'est non ! », c'est rédhibitoire et ce dès le premier « non ».

Dans de nombreux autres textes où il questionne l'anarchisme, il est vraiment pertinent et percutant. Il se demande ainsi si tous les anarchistes labellisés sont révolutionnaires. Bonne question !

Il milite aussi pour le droit à la mort pour les personnes qui le désirent. Il avait d'ailleurs créé le scandale au début des années 80 en publiant avec Yves le Bonniec « Suicide mode d'emploi », livre toujours censuré !

Claude Guillon traite de sujets à bras le corps, des sujets peu abordés par les autres têtes pensantes de la nébuleuse libertaire. C'est un homme courageux. Je ne peux que vous conseiller la lecture de ce bouquin, c'est un très bon stimulant intellectuel. ●

Gilles Durand, Intercos Nantes



Passage de mémoire à contretemps

Éclats d'anarchie,
Freddy Gomez, Ed. Rue des Cascades,
496 pages, 18 euros.

Ce livre d'entretiens retrace la vie si riche de Freddy Gomez. On y parle évidemment beaucoup de l'Espagne puisque Freddy Gomez est le fils d'un exilé de la CNT, venu en France lors de la Retirada. Si bien qu'il conjugue ses théories et ses pratiques dans deux pays, France et Espagne. Son père, figure cénétiste en exil et qui a notamment été le directeur de Solidaredad Obrera, la voix de la CNT en France, ne l'a pas guidé irrémédiablement vers l'anarcho-syndicalisme, ne l'a pas obligé mais il lui a transmis une histoire et une sorte de morale, une éthique.

En mai 68, Freddy Gomez participe en tant qu'anarchiste au CAL (Comité d'action lycéenne) de son lycée, Michelet à Paris.

Ensuite, il travaille assidûment aux rapprochements, aux échanges, aux contacts entre la CNT en exil et la CNT clandestine de l'intérieur de l'Espagne. Il écrit pour Frente Libertario et pour la fameuse maison d'édition Ruedo Iberico dont le « patron » assurément haut en couleurs est évoqué. Puis l'amour fou survient dans sa vie et il prend du recul par rapport au mouvement libertaire : il avait moins de temps disponible.

Après des années de non-travail salarié et de nombreux voyages en Espagne « libérée » de Franco, Freddy Gomez devient correcteur d'imprimerie et adhère, en y occupant des mandats importants, au puissant syndicat des correcteurs parisiens. Et c'est une blessure intime et aussi ces détestables années 80-90 qui le poussent à se retirer de l'anarchisme organisé.

Il revient encore une fois sur la « scène » en 2001 en créant, avec

sa compagne et avec l'aide d'amis, la confidentielle et exigeante mais pourtant célèbre revue À Contretemps. Cette aventure éditoriale s'est arrêtée en 2013, par fatigue. On y causait de manière extrêmement sérieuse de personnalités originales du mouvement anarchiste, Victor Serge, Louis Mercier, Armand Robin, Gustav Landauer... On y trouvait aussi des textes sur l'Espagne des années 30.

Dans ses réponses, avec de nombreuses remarques fort pertinentes, Freddy Gomez fait figure d'anarchiste hétérodoxe. Il est ainsi ouvert aux luttes féministes, au communisme des conseils, aux situationnistes et à d'autres pratiques plus individualistes de l'anarchisme alors que son interlocuteur, Guillaume Goutte, professe un solide anarcho-syndicalisme.

On ne ressort pas de ce livre sous l'emprise ou la fascination envers un héros. D'ailleurs, il critique vertement la martyrologie de la tradition anarchiste, celle de Durruti par exemple. Mais on reconnaît que cet aîné a plus de fraîcheur intellectuelle que bien des jeunes, déjà dogmatiques et bureaucrates. À juste raison, Freddy Gomez n'aime pas notre époque mais ce n'est absolument pas un petit vieux aigri qui a tout vu, tout vécu, bien au contraire. Il a la pensée vive.

Les vieux anarchistes ont des choses à nous apprendre pour élaborer non sans heurts notre propre généalogie intellectuelle et militante alors que tout dans l'époque « présentiste » condamne la mémoire des idées et des luttes et leur transmission. ●

Gilles Durand, Intercor Nantes

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.

Bureau confédéral
5, place des charrons 57000 Metz
06 52 17 93 54 mél : cnt@cnt-f.org

1 Alsace

Union régionale CNT
c/o Lucha y Fiesta
BP 30017
67027 STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14
alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde
36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux
05 56 31 12 73
u133@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac
Culture Aquitaine, 36, rue Sanche-de-pomiers, 33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Syndicat intercorporatif CNT de Saône-et-Loire
BP 3, 71290 Cuisery
interco71@cnt-f.org
06 01 22 17 94
Syndicats CNT Nièvre
BP 25, 58018 Nevers-Courils
Syndicats CNT Dijon BP 392, 21011 Dijon

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

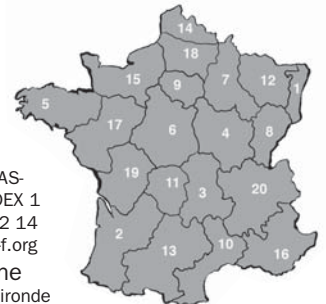
259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans
interco.45@cnt-f.org

7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009, 51201 Épernay CEDEX
8 Franche-Comté
Syndicats CNT Doubs c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org
Syndicat intercorporatif CNT Jura BP 98, 39140 Bletterans CEDEX

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org



10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
BP 90256, 6 rue d'Arnal 30000 Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre, 87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons, 57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire, 31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas de Calais

Union régionale CNT 32, rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados
BP 02, 14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-Maritime BP 411, 76057 Le Havre CEDEX
Syndicat CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000 bâbords 61, rue Consolat 13001 Marseille

17 Pays Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec le BC

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau 69001 Lyon



La vieille école du rap

Regarde ta jeunesse dans les yeux. Naissance du hip-hop français 1980-1990, Vincent Piolet, Préface de Dee Nasty, Ed. Le mot et le reste, 25 euros.

L'histoire du hip-hop en France est mouvementée et compliquée. Les acteurs du mouvement ont dû imposer leur discipline contre des vents contraires. Par vagues successives et non sans embûches, le rap est devenu ce qu'il est aujourd'hui, un banal produit culturel. Vincent Piolet raconte ses débuts, en gros la décennie 80. Dans les radios libres, quelques pionniers oubliés comme Phil Barney ou Chabin diffusent les premiers titres de rap US, souvent -sinon toujours- en lien avec le funk. Un nom, Dee Nasty, qui s'est vite imposé comme le maître du dee-jaying, est resté connu et mythique bien qu'il n'ait pas tutoyé la gloire. Afrika Bambaata, le chef de la Zulu Nation, tribu hip-hop pacifique, lui a décerné le titre de « Zulu King ». Le slogan de l'époque, c'était : « Peace, love and havin' fun ». Le hip-hop, c'est le graffiti, la danse, le dee-jaying et le rap. Ainsi quand Dee Nasty mixe et scratche, des danseurs s'affrontent sur un bout de lino et des artistes graffent. Le tout notamment à ce fameux terrain vague de La Chapelle qui a duré à peine six mois.

Dee Nasty anime une émission historique sur Radio Nova, fiévreusement enregistrée par les aficionados, où il passe les nouveautés US et les premiers raps français. Il y invite à freestyler tout ce que la France compte de MC's.

En 1984, la télévision s'empare du phénomène et avec « H.I.P. H.O.P. » : son inimitable présentateur Sydney (un black à la télé en 1984 !) régale le dimanche après-midi des brothers and sisters. Plus tard « Rapline » présenté par l'incontournable Olivier Cachin a beaucoup fait pour le rap français, par exemple en produisant le premier clip de NTM. Au micro, les pionniers : Destroyman, Jhonygo, EJM, Lionel D du côté des perdants. Et NTM, IAM et Assassin du côté des gagnants.

En 1990, la compilation Rapattitude permet de présenter au grand public les principaux artistes du rap et du raggamuffin (Assassin, NTM, EJM, Saï Saï, Tonton David [Peuples du Monde!], Dee Nasty,...) et marque ainsi un grand coup.

Aujourd'hui, le marché français du rap est le second au monde,

après les États-Unis évidemment. Les graffeurs exposent dans les galeries et la danse hip-hop est très à la mode. Tout ça s'est banalisé. Alors que jusqu'aux années 90, les directeurs artistiques et les programmeurs ne voulaient pas du rap ni du hip-hop.

On peut remarquer dans ce livre une véritable authenticité chez les acteurs de ce mouvement. Ils et elles viennent toujours (à part quelques rares exceptions comme Rockin'Squatt d'Assassin), d'un milieu prolétaire, le populo de Paris et des banlieues voire le sous-proléariat. C'est un milieu métissé, arabes, noirs et blancs ensemble. Parfois la gloire (plutôt rare et toute relative) fait tourner la tête de certains mais ils savent rester des mauvais garçons.

Ce livre est aussi un hommage aux premiers héros du rap français, aux anonymes qui n'ont pu concrétiser leurs rêves mais qui ont œuvré pour le hip-hop en France. Certains affirment que le rap c'était mieux avant. Ce n'est vraiment pas sûr, mais il est évident que l'histoire de la old school est passionnante. ●

Gilles Durand, Interco Nante

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts. **DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

LA COMPARUTION IMMÉDIATE, C'EST NON.

Tu es arrêté.e, tu es en garde à vue et on t'annonce que tu vas passer en comparution immédiate.

Même si l'avocat l'accepte, tu as le droit de refuser, **TU DOIS REFUSER.**

La comparution immédiate ne te donne pas le temps de préparer ta défense, de choisir convenablement ton avocat.e, de séparer tes émotions (et celles des juges) de l'engrenage répressif juridique et politique.

**UN SYNDICAT DE COMBAT, AUTOGÉRÉ,
SOLIDAIRE, SANS PERMANENT ET ANTICAPITALISTE**
CNT - UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION PARISIENNE
WWW.CNT-F.ORG - BR.RP@CNT-F.ORG



ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE



Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste c/o CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris.*

**ABONNEMENT
GRATUIT**



Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.